

Le gouvernement Stourdza

Christian Rakovsky

Source : «Vorwärts», 24e année, n°78, 4 avril 1907, p. 1. Traduction MIA.

Bucarest, 31 mars. (Correspondance particulière.) Démètre Stourdza est l'homme qui accomplira parfaitement la besogne que les classes dirigeantes de Roumanie attendent de lui : l'étouffement des troubles paysans. Et cela ne vaut pas seulement pour Stourdza personnellement, mais pour son parti, le parti national-libéral, dans son ensemble. L'absence de scrupules, confirmée par l'histoire, de ce parti et de ses chefs les rend comme taillés pour ce travail de bourreau, et le roi Carol n'aurait pu faire meilleur choix. Certes, tous les partis bourgeois de Roumanie pratiquent l'antisémitisme, la démagogie et la mystification de l'opinion européenne, mais aucun n'égale en inconscience le parti national-libéral. Aucune arme n'est trop ignoble, aucune manœuvre trop mensongère pour lui. Ainsi, par toutes sortes de mensonges et de tromperies, les libéraux ont-ils poussé les paysans à la révolte et les ont-ils lancés devant les canons des fusils, lorsque les conservateurs firent voter la *legea maximului* (la loi des taxes maximales pour les octrois municipaux) ; mais une fois arrivés au pouvoir, ils n'eurent aucun scrupule à appliquer cette même loi ! Dans toutes les violences antisémites, dans tous les excès estudiantins, les libéraux ont trempé. Innombrables sont les mesures législatives et administratives prises par ce parti afin de dépouiller la population juive de ses droits, d'expulser les Juifs établis dans les villages, et de bannir ceux qui exerçaient le journalisme.

L'insurrection paysanne actuelle a d'abord paru tout à fait opportune aux libéraux avides de pouvoir : ils y voyaient avant tout une occasion des plus favorables pour renverser les conservateurs ; ils exultaient devant « l'énergie » du peuple, « dont la patience était à bout ! » Mais bientôt leur allégresse devait se changer en angoisse mortelle, lorsque les troubles se transformèrent en tempête révolutionnaire et que les fruits de la politique partisane débridée menée depuis des décennies apparurent au grand jour.

Les libéraux sont parvenus aux commandes. À présent, ils distribuent aux paysans des pilules bleues et des boulets de canon, et l'on peut les croire sur parole lorsqu'ils affirment que dans trois fois vingt-quatre heures, il ne sera plus question de troubles en Roumanie !

Le parti national-libéral recrute principalement dans les couches bureaucratiques et autres classes moyennes, mais compte aussi parmi ses membres un certain nombre de grands propriétaires fonciers, face à la classe desquels il semble totalement impuissant à agir. Si l'on examine son programme, on n'y trouve que des mots, des mots, des mots : application des lois, justice, et des promesses élastiques à l'adresse de tous les états. Le suffrage universel y figure comme un « idéal » lointain et insaisissable, pour lequel ils n'ont d'ailleurs jamais levé le petit doigt.

Examinons à présent le manifeste d'apaisement adressé au peuple qui vient de paraître, et considérons les réformes annoncées, par lesquelles le gouvernement libéral promet de contenter les paysans. Ce manifeste porte, comme il se doit dans une situation aussi périlleuse, l'empreinte d'une inspiration des plus élevées ; car lorsque le prestige dynastique est en jeu, l'irresponsabilité finit généralement par submerger le sentiment des responsabilités. À part l'abolition de quelques taxes vexatoires, dont la suppression était déjà envisagée antérieurement, seule la réglementation promise des sous-locations paysannes à un tiers au-dessus du prix de fermage contractuellement fixé peut être tenue pour une tentative un peu sérieuse de juguler l'exploitation des campagnes. Naturellement, il

faut d'abord attendre la teneur exacte et les dispositions détaillées du projet de loi, pour ne rien dire des contestations qui ne manqueront pas de surgir, une fois que les cercles dirigeants se seront remis du premier choc.

Mais ce qui frappe d'ores et déjà, c'est le fait que les dispositions proposées en faveur des paysans ne visent que les fermiers ; la grande propriété foncière et la rente foncière, toujours croissante, demeurent intouchées ! Même dans cette grave situation qui menace l'existence même de l'État roumain, les politiciens du roi Carol ne peuvent donc se passer de la pointe nationaliste, et le boyard continuera sans trouble à dépenser à Monaco, à Nice ou à Paris la rente extorquée par l'entremise du fermier.

Des Juifs, dont la situation inouïe, privés de droits et exploités par l'arbitraire bureaucratique qu'ils sont, a une fois de plus éclairé crûment les troubles, pas un seul mot ! Le seul changement, c'est que les préfets conservateurs-antisémites ont été remplacés par des préfets libéraux-antisémites.

Tel est le « national-libéralisme » roumain : un fidèle complice de la bande des boyards roumains, toujours prêt, afin de préserver ces parasites, à agir par des salves de fusils et des coups de matraque policière contre les paysans et les Juifs.

Tandis que les journaux à la solde du capitalisme international célèbrent la nomination du « grand » homme d'État « libéral » Stourdza ; le prolétariat roumain, lui, a déjà ressenti dans sa chair ce « libéralisme » et sait l'apprécier à sa juste valeur. Il connaît le parti national-libéral.

L'ancien président du Conseil roumain, Pierre Carp, fut interrogé par un collaborateur viennois du « *Pester Lloyd* » sur la situation dans le pays et sur les « libéraux » roumains, et ce avant même le renvoi du ministère Cantacuzène et la nomination de Stourdza. Il s'exprima en ces termes :

« Bucarest, 23 mars. Très honoré Monsieur ! Jusqu'à présent, je n'ai pas connaissance d'une intervention de quelque puissance que ce soit, mais elle pourrait se produire si les choses continuent ainsi ; car la situation chez nous est très grave. Les troubles paysans, qui menacent de dégénérer en véritables jacqueries, trouvent un soutien indirect dans la faiblesse du gouvernement, qui s'est jusqu'à présent contenté de perdre la tête. Malheureusement, le roi non plus ne veut entendre parler que le moins possible d'une répression sanglante ! Qu'il faille casser des œufs pour faire une omelette, voilà ce que certains refusent de comprendre. Tout aussi affligeant est le fait qu'en cas de changement de gouvernement devenu nécessaire, le roi appellera les libéraux, et ceux-ci affichent une haine des Juifs qui ne présage rien de bon pour l'avenir. Comme vous le voyez, temps sombres et sombres perspectives. »

Puisqu'il se trouve manifestement parmi les hommes politiques influents de Roumanie bon nombre de « bonnes âmes » de la trempe de Pierre Carp, il n'est dès lors pas étonnant que dans ce pays, ce sont les paysans et les Juifs qui servent d'œufs pour faire l'omelette.